
Chiffres clés de la relation économique franco-indienne

Résumé

Les chiffres-clés : Les stocks d'IDE français ont presque quadruplé en dix ans et s'approchaient fin 2016 de 6 Mds € pour des flux moyens de 700 M€ sur les deux dernières années. Les 570 filiales françaises (première présence européenne) généraient en 2014 250 000 emplois (deuxième employeur européen) pour un chiffre d'affaires de 11 Mds €. Le stock d'investissements de portefeuille français en Inde dépasse désormais 4 Mds \$. Les actifs détenus par les banques françaises sur leurs contreparties indiennes atteignent quant à eux 20 Mds \$. Les investissements indiens en France restent en revanche encore en-deçà de 300 M€. Nos échanges de biens ont progressé en volume (près de 10 Mds € sur l'année glissante) en même temps qu'ils se rééquilibraient (déficit de 776 M€ vis-à-vis de l'Inde en 2016, 209 M€ au S1 2017). Le solde des échanges de services, déficitaire, s'est en revanche creusé à plus de 300 M€ pour un volume de 3,2 Mds €. Le volume total de nos échanges de biens et services atteignait 13,2 Mds € sur l'année glissante S2 2016-S1 2017 pour un solde déficitaire de 980 M€.

1) Investissements directs français en Inde : 5,75 Mds € fin 2016, 1ère place européenne au regard du nombre de filiales

Les entreprises françaises sont très présentes en Inde. **Elles comptent plus de 570 filiales avec plus de 1000 implantations locales qui couvrent l'ensemble du territoire et emploient plus de 300 000 travailleurs qualifiés.** D'après Eurostat, **la présence française était en 2014 la deuxième par le nombre de salariés, la troisième par le chiffre d'affaire et la première par le nombre de filiales** parmi les membres de l'UE. Pratiquement tous les grands groupes français sont désormais présents en Inde : 38 des groupes du CAC 40 sont implantés dans le pays. Entre 50 et 70 PME seraient également installées sur le territoire indien tout comme environ 180 autoentrepreneurs français.

Selon les chiffres de la Banque de France, **le stock d'IDE français en Inde s'élevait à 5,75 Mds € au 31 décembre 2016.** Ce montant a progressé très rapidement au cours des dernières années (doublement depuis 2013, quasi-quadruplement depuis la crise financière) et fait au niveau mondial de l'Inde le 26^{ème} pays d'accueil des IDE français sans préjudice des flux, importants, qui transitent vers ce pays par des juridictions tierces. Ces chiffres sont sensiblement supérieurs à ceux publiés par l'Institut d'émission indien, qui faisait état d'un stock de 295 Mds ₹ (4,4 Mds €) au 31 mars 2016 (6^{ème} investisseur G20). **Les activités financières et d'assurance concentrent 45,1 % du stock d'IDE français** (2,6 Mds €) alors que l'industrie manufacturière et la construction ont attiré respectivement 21 et 12,4 % des capitaux (1,2 Md et 713 M €). 30 % des entités françaises sont basées au Mahārāshtra, 19% à Delhi et respectivement 15 et 10% au Karnataka et au Tamil Nadu.

Après un pic de 987 M € en 2015, les flux d'IDE français se seraient établis à 412 M € un an plus tard selon la Banque de France. Orientés principalement vers l'industrie manufacturière (440 M €, dont 60% vers l'électronique informatique) et la construction (361 M €) en 2015, les flux sont principalement dirigés vers les services financiers et les activités d'assurance un an plus tard (618 M €).

2) Des flux de capitaux volatiles importants liés notamment aux activités bancaires

Le rôle joué par les groupes financiers français en Inde est également important. Selon la BRI, **les actifs détenus par les banques françaises sur les contreparties résidentes indiennes s'établissaient à 20 Mds € au 30 juin 2017** (dont 10,3 Mds € vis-à-vis du secteur privé non financier) **soit 7,7 % des engagements totaux des banques étrangères**. Les investissements de portefeuille détenus en Inde par les investisseurs français sont pour leur part estimé à 4,1 Mds \$ fin 2016 par le FMI (5,8 Mds \$ en 2015).

3) Investissements indiens en France : des volumes et des flux encore peu importants

En 2016, l'Inde détenait en France des stocks nets d'IDE de 13 M € selon le principe du pays d'origine immédiate d'après la Banque de France, en net recul par rapport à 2015 (111,7 M €) et par rapport au pic de 2011 (276 M €). Les investissements indiens apparaissent cependant plus importants selon le principe de l'investisseur ultime, qui permet de mieux rendre compte de l'origine des flux indirects (267 M€ en 2015). Selon *Business France*, près de 120 entreprises sont présentes en France, où elles emploient près de 7000 salariés (hors-activités d'*ArcelorMittal*).

Les flux d'IDE indiens en France se seraient par ailleurs fortement infléchis l'an dernier (- 110 M€ nets après des entrées de 84 M€ un an plus tôt). Le solde des « bénéfiques réinvestis » est quant à lui constamment négatif, en termes nets (182 M€ sur dix ans), du fait des rapatriements des groupes indiens vers leurs maisons-mères. Le secteur manufacturier a attiré l'an dernier, en termes nets, 12 M€ de flux d'IDE indiens (avec des entrées nettes de 9 M€ dans l'industrie chimique, 7 M€ dans la métallurgie et 7 M€ dans l'automobile) alors que les flux destinés au secteur des services ont été négatifs (- 82 M€, 41 M€ restant non-ventilés) suite à des sorties de plus de 60 M€ dans le secteur des télécommunications.

4) Echanges de biens : des échanges déficitaires, mais en net rééquilibrage

Structurellement déficitaires pour la France depuis 2008, les échanges de biens franco-indiens sont engagés depuis deux ans dans une dynamique de rééquilibrage. Revenu de 2,6 à 2,2 Mds € en 2015, **notre déficit bilatéral s'est résorbé à 776 M €** (560 M\$ selon les douanes indiennes) **l'année dernière**. Cette tendance s'est poursuivie au premier semestre 2017 (déficit de 209 M€). **La France serait désormais excédentaire vis-à-vis de l'Inde d'après les chiffres de ce pays** (de 830 M\$ au S1 2017).

23^{ème} client et 20^{ème} fournisseur de la France l'an dernier avec 0,9% de nos importations comme de nos exportations, l'Inde a représenté l'an dernier **2,2% des échanges de la France avec les pays tiers** (hors-UE). Notre pays a inversement été l'an dernier la 14^{ème} destination des exportations indiennes (1,8% du total) et le 23^e fournisseur (1,2% des importations) de ce pays. En hausse de 23,1% à un pic historique de 3,91 Mds €, **les exportations françaises de biens vers l'Inde ont enregistré l'an dernier leur plus forte croissance de ces dix dernières années**. A l'inverse, après avoir atteint un niveau historique de 5,4 Mds € en 2015, nos importations depuis l'Inde se sont contractées de 12,9 %.

Adossé à la persistance d'un fort différentiel de croissance, **le rééquilibrage des échanges franco-indiens s'explique principalement par l'évolution du poste aéronautique**, premier poste à l'exportation (près de 50% des volumes). Nos importations d'hydrocarbures ont également diminué.

5) Echanges de services : un déficit qui tend à se creuser (320 M€ en 2016)

Structurellement déficitaire en défaveur de la France, **le solde des échanges de services s'est établi à - 318 M€ en 2016** après seulement -20 M€ en 2015, d'après Eurostat. Les exportations françaises de services à destination de l'Inde ont reculé de 18 % à 1,4 Md € en 2016, tandis que les importations ont enregistré un essor de 2,3 % à 1,7 Md €. **Au S1 2017, le débours français s'élevait à 286 M€** (806 M€ de prestations depuis l'Inde, 532 M€ d'exportations vers l'Inde), soit **437 M€ sur l'année glissante** (pour un volume de 3,6 Mds €). Nos échanges de services sont relativement diversifiés : la France exporte à parts égales des prestations de transport et de voyages que des services aux entreprises ; ces derniers représentent une part prépondérante des prestations indiennes vis-à-vis de la France.

On peut, sur la base de ces chiffres, estimer le volume total de nos échanges de biens et services à hauteur de 11,8 Mds € en 2016 et de 7,1 Mds € sur le premier semestre 2017 pour un solde consolidé de respectivement 1,1 Md € et 495 M€ en faveur de l'Inde. Sur l'année glissante, ce chiffre atteint 13,2 Mds € pour un déficit de 980 M€ vis-à-vis de ce pays (soit un taux de couverture de 86,2%).